



MARCHÉ PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE

REFECTION TOITURE DEMI PENSION COLLEGE JEAN MOULIN - 52 RUE JEAN MICHEL SAVIGNY 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE	
Maîtrise d'ouvrage	DÉPARTEMENT DU RHÔNE 29 cours de la Liberté – 69483 LYON CEDEX 03
Conduite d'opération	Département du Rhône Direction Immobilier et Patrimoine 160, Rue Montplaisir 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE

Opération :

MARCHÉ DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA RÉFECTION DE LA TOITURE DE LA
DEMI PENSION DU COLLEGE JEAN MOULIN À
VILLEFRANCHE SUR SAONE

R.C.	Règlement de la consultation
-------------	-------------------------------------

Date et heure limites de remise des offres : 04/12/2024 – 16 : 00

REFECTION TOITURE DEMI PENSION
COLLEGE JEAN MOULIN - 52 RUE JEAN MICHEL SAVIGNY
69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE

Marché de maîtrise d'oeuvre / Règlement de la consultation

SOMMAIRE

I/ OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 1 : Objet du marché	3
ARTICLE 2 : Procédure	3
ARTICLE 3 : Conditions relatives au marché	3
3.2 - Forme du marché.....	4
3.3 - Compétences requises	4
3.4 - Conditions de participation des candidats	4
3.5 - Mission confiée	4
3.6 - Durée de la mission.....	4
ARTICLE 4 : Conditions particulières d'exécution liées à l'objet du marché.....	5
4.1 - Clauses relatives à l'économie, l'innovation, à l'environnement, au domaine social ou à l'emploi	5
4.2 - Marchés réservés	5
ARTICLE 5 : Durée, délais d'exécution et prix du marché	5
III/ CONDITIONS DE PARTICIPATION A LA CONSULTATION	5
ARTICLE 6 : Contenu du dossier de consultation des CONCEPTEURS	5
ARTICLE 7 – RETRAIT DU DCC PAR TÉLÉCHARGEMENT	6
ARTICLE 8 : COMPOSITION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
8.1 - Pièces relatives à la candidature	7
8.2 - Pièces relatives à l'offre	11
ARTICLE 9 : Renseignements complémentaires.....	11
ARTICLE 10 : Visite des lieux.....	11
ARTICLE 11 : Modifications de détail au dossier de consultation	12
ARTICLE 12 : Dépôt des plis par voie électronique	12
ARTICLE 13 : Délai de validité des offres	14
ARTICLE 14 : Échanges avec les candidats	14
IV/ CONDITIONS D'ADMISSION DES CANDIDATS ET DE JUGEMENT DES OFFRES	14
ARTICLE 15 : CONDITIONS D'ADMISSION DES candidats.....	14
ARTICLE 16 : CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES	15
Cohérence de l'équipe et de la décomposition des honoraires et du temps passé (noté sur 15 points) sur la base de l'annexe 3 de l'acte d'engagement.....	15
Question n° 1 (noté sur 15 points).....	15
Question n° 2 (noté sur 15 points).....	15
Question n° 3 (noté sur 15 points).....	15
17 – Négociations.....	16
V/ CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ	16

I/ OBJET DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet la mission de maîtrise d'œuvre pour l'opération suivante :

REFECTION TOITURE DEMI PENSION
COLLEGE JEAN MOULIN - 52 RUE JEAN MICHEL SAVIGNY
69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE

La présente consultation concerne l'étude de la réfection de la toiture de la demi-pension. La couverture existante nécessite un remplacement complet car celle-ci est dans un état vétuste. L'étude devra comprendre un volet énergétique avec l'intégration de panneaux photovoltaïques sur la nouvelle toiture.

Le collège Jean Moulin est situé dans un périmètre protégé sur un site de patrimoine remarquable qui nécessitera la validation du projet d'études par l'architecte des bâtiments de France.

Le calendrier opérationnel prévisionnel est ainsi défini :

- Notification du marché de maîtrise d'œuvre : Avril 2025
- Dépôt PC : Septembre 2025
- Remise du DCE : Décembre 2025
- Démarrage des travaux : Juin 2026
- Durée des travaux : 7 mois

L'enveloppe financière affectée aux travaux par le Maître d'ouvrage est fixée à :

700 000 € HT

ARTICLE 2 : PROCÉDURE

Le marché est passé en procédure adaptée selon les dispositions de l'article L 2123-1 du Code de la commande publique.

II/ CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

ARTICLE 3 : CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

3.1 – Type de marché

Le marché est un marché de **maîtrise d'oeuvre** en application de l'article R 2172-1 du Code de la commande publique.

REFECTION TOITURE DEMI PENSION
COLLEGE JEAN MOULIN - 52 RUE JEAN MICHEL SAVIGNY
69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE

3.2 - FORME DU MARCHÉ

Les prestations font l'objet d'un marché **ordinaire**.

3.3 – COMPÉTENCES REQUISES

Les compétences professionnelles demandées au sein de l'équipe de maîtrise d'œuvre sont les suivantes :

- Architecture, avec architecte mandataire du groupement ;
- Économie de la construction ;
- Structure ;
- Fluides
- OPC

Certaines compétences indiquées ci-dessus peuvent être intégrées dans la structure professionnelle du mandataire ou d'un des co-traitants. Dans ce cas, elles seront chacune précisées, au même titre qu'une co-traitance, dans l'état des compétences, moyens et références tel que décrit ci-après au paragraphe justifications à produire. En cas de sous-traitance, les références des sous-traitants sont demandées.

3.4 – CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS

La forme du groupement souhaitée est la suivante : solidaire pour le mandataire vis à vis de tous ses co-traitants et conjointe pour ces derniers.

Seul le mandataire a l'obligation de ne faire acte de candidature que dans un seul groupement ; il n'y a pas d'exclusivité pour les co-traitants. Ils peuvent se présenter dans plusieurs groupements.

3.5 - MISSION CONFIEE

Les éléments de mission de maîtrise d'œuvre sont les suivants :

DIAG, APS, APD, PRO, ACT/DCE, VISA/SYNTH, DET, AOR.

Missions complémentaires :

- OPC

3.6 - DURÉE DE LA MISSION

La durée de la mission est fixée à l'article 3 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 4 : CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION LIÉES À L'OBJET DU MARCHÉ

4.1 – CLAUSES RELATIVES À L'ÉCONOMIE, L'INNOVATION, À L'ENVIRONNEMENT, AU DOMAINE SOCIAL OU À L'EMPLOI

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par les articles L. 2112-2 à L. 2112-4 du Code de la commande publique.

4.2 – MARCHÉS RÉSERVÉS

Aucune prestation n'est réservée au profit d'opérateurs économiques visés par les articles R. 2113-7 et R.2113-8 du Code de la commande publique.

ARTICLE 5 : DURÉE, DÉLAIS D'EXÉCUTION ET PRIX DU MARCHÉ

Les délais d'exécution et la nature du prix sont fixés dans le CCAP.

III/ CONDITIONS DE PARTICIPATION A LA CONSULTATION

ARTICLE 6 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES CONCEPTEURS

Le dossier de consultation est disponible en téléchargement sur le site suivant : <https://marches.rhone.fr>

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation ;
- Le dossier de candidature et son mode d'emploi ;
- Le dossier pièces administratives comprenant :
 - L'acte d'engagement et ses annexes :
 - N° 1 : Calendrier prévisionnel études et travaux
 - N° 2 : Contractants
 - N° 3 : Décomposition des honoraires par éléments de mission et par cotraitants ;
 - Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
 - L'annexe au CCAP : Précisions sur les éléments de missions et les missions complémentaires
 - Le cadre du mémoire technique.
- Le dossier pièces techniques comprenant :
 - Le programme particulier de l'opération
 - La préconisation technique sur le photovoltaïque

- Les différents règlements concernant l'urbanisme
- Les plans sous format PDF ou DWG
- Le dossier technique existant comprenant les diagnostics amiante, le dépistage radon, l'étude de capacité portante et la note de calcul détaillée du réfectoire

Le présent règlement de consultation est un complément à l'avis d'appel public à la concurrence. En cas de discordance, les mentions figurant dans l'avis d'appel public à concurrence, modifiée le cas échéant par un avis rectificatif, priment sur celles du règlement.

ARTICLE 7 – RETRAIT DU DCC PAR TÉLÉCHARGEMENT

Conformément aux articles R. 2132-2 et R. 2132-7 du Code de la commande publique et aux arrêtés des 14 décembre 2009 et 15 juin 2012, les candidats sont invités à télécharger le dossier de consultation des concepteurs (DCC) sur le site <https://marches.rhone.fr> ; toutes les informations nécessaires pour l'installation des pré-requis se trouvent dans la rubrique « liens utiles ».

Le Département conseille vivement à la personne qui télécharge le DCC de renseigner impérativement son nom, son adresse électronique ainsi que le nom de l'organisme candidat afin de pouvoir bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation, en particulier les éventuels compléments, modifications.

Le Département du Rhône précise en outre qu'il est de la responsabilité du candidat de déclarer des coordonnées valides ; l'adresse électronique indiquée pour le téléchargement sera la seule adresse utilisée pour l'informer en cas de modifications ou de compléments d'information lors de la consultation.

Le courriel envoyé est réputé reçu et lu. Le demandeur qui aurait fourni une adresse erronée ne saurait invoquer une atteinte à l'égalité de traitement des candidats au motif que le Département n'aurait pas pu lui transmettre une nouvelle version des documents.

En conséquence, en cas de téléchargement du DCC sans authentification ou si l'adresse est erronée, il est de la responsabilité du candidat de consulter régulièrement le dossier disponible sur le site ci-dessus indiqué.

ARTICLE 8 : COMPOSITION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Conformément aux articles R. 2143-11 et R. 2151-12 du Code de la commande publique, les documents justificatifs et autres moyens de preuve et les documents de l'offre seront entièrement rédigés en langue française et exprimés en EURO. Si ces documents et offres sont rédigés dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les candidats doivent constituer et déposer leurs candidatures et offres en ligne sous la forme d'une enveloppe globale incluant **les pièces de la candidature et de l'offre précisées aux articles 8.1.1 et 8.1.2 du présent règlement de consultation.**

8.1 - PIÈCES RELATIVES À LA CANDIDATURE

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

- Une fiche d'identification du candidat, une page A4 maxi, précisant la nature du groupement et la raison sociale de tous les membres correspondant aux compétences requises.
- Un état, trois pages A4 maxi par compétence, comportant les points suivants :
 - Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner ;
 - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère le marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ;
 - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
 - Une description du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose ;
 - Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.
 - Le dossier type de candidature

Chaque candidat devra renseigner en totalité le dossier type de candidature joint au dossier de consultation.

Ce dossier de candidature comprend :

Pour le candidat :

Les noms et les qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques

Les travaux seront exécutés en site occupé, à l'intérieur d'un établissement scolaire. Compte tenu de la nécessité d'assurer un suivi très régulier de l'exécution de ces travaux y compris pendant les périodes de vacances scolaires qui peuvent correspondre en outre à des réceptions ou des changements de phases, il sera indispensable que les sociétés portant les différentes compétences disposent d'un effectif suffisant pour assurer une continuité de leurs activités et de l'exécution de leurs missions dans leurs domaines respectifs.

Aussi, il est exigé les niveaux minimaux de capacité suivants :

Pour l'architecte mandataire :

REFECTION TOITURE DEMI PENSION
COLLEGE JEAN MOULIN - 52 RUE JEAN MICHEL SAVIGNY
69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE
Marché de maîtrise d'oeuvre / Règlement de la consultation
7/16

- Désignation des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché. Ces personnes devront être au nombre 2 au minimum + parcours professionnels de ces personnes justifiant d'une expérience > 5 ans dans l'exercice d'architecte mandataire

Pour la **compétence économie de la construction** :

- 1 personne au minimum + parcours professionnels de cette personne justifiant d'une expérience > 5 ans dans la compétence économie de la construction.

Pour la **compétence Structure** :

- 1 personne au minimum + parcours professionnels de cette personne justifiant d'une expérience > 5 ans dans la compétence structures.

Pour la **compétence Fluides**:

- 1 personne au minimum + parcours professionnels de cette personne justifiant d'une expérience > 5 ans dans les compétences Fluides Courants forts, VDI, CVC

Pour la **compétence OPC** :

- 1 personne au minimum + parcours professionnels de cette personne justifiant d'une expérience > 5 ans dans la compétence OPC

En phase conception, mais aussi en phase exécution, il sera indispensable que les sociétés portant les différentes compétences disposent d'une expérience suffisante dans ce contexte de restructuration en site occupé. Toute erreur ou imprécision dans les études ou toute insuffisance dans la direction de l'exécution des travaux peut occasionner des conséquences fâcheuses vis-à-vis de l'établissement en activité.

Aussi, il est exigé les niveaux minimaux de capacité suivants :

Pour l'architecte mandataire :

- Indiquer une sélection représentative de **trois** ouvrages, avec photos, au regard de l'opération projetée par leur nature (réhabilitation) et/ou leur importance (taille de l'opération) et/ou leur contexte de réalisation (destination des locaux, ERP, en site occupé), avec au moins une référence dans l'enseignement secondaire et une expérience d'une réhabilitation d'un bâtiment intégré dans un complexe bâtiminaire
- **Inscription à l'ordre des architectes** : attestation en cours de validité à joindre

Pour la compétence économie de la construction :

- Indiquer une sélection représentative de **trois** ouvrages au regard de l'opération projetée (neuf ou réhabilitation) et/ou leur importance (taille de l'opération) et/ou leur contexte de réalisation (destination, ERP, en site occupé)
- OPQIBI : 2202 : Maîtrise des coûts en phase de conception et de réalisation
Ou OPQTECC : 2.1 : Missions économiques en maîtrise d'œuvre
ou toutes autres qualifications équivalentes
ou références équivalentes

Cette compétence sera portée soit par un bureau spécialisé co-traitant soit par l'architecte mandataire sous la condition qu'il justifie de moyens humains, de moyens matériels, de compétences et de références spécifiques.

Cette compétence devra être portée en phase conception comme en phase exécution (honoraires portés dans le cadre de décomposition des prix pour cette compétence).

Pour la compétence Structure :

- Indiquer une sélection représentative de **trois** ouvrages au regard de l'opération projetée (neuf ou réhabilitation) et/ou leur importance (taille de l'opération) et/ou leur contexte de réalisation (destination, ERP, en site occupé)
- OPQIBI :
1204 Étude de structures métalliques courantes
1206 Étude de structures bois courantes
ou toutes autres qualifications équivalentes ou références équivalentes

Pour la compétence Fluides:

- Indiquer une sélection représentative de **trois** ouvrages au regard de l'opération projetée (neuf ou réhabilitation) et/ou leur importance (taille de l'opération) et/ou leur contexte de réalisation (destination, ERP, en site occupé)
- OPQIBI :
1320 : Ingénierie de fluides courant ou 1312 : Étude d'installations courantes de chauffage et de ventilation
1326 : Étude de la performance énergétique dans le traitement climatique des bâtiments

1405 : Étude d'installations électriques courantes ou 1419 : Ingénierie en électricité courante
ou toutes autres qualifications équivalentes
ou références équivalentes

Pour la compétence OPC :

- Indiquer une sélection représentative de **trois** ouvrages au regard de l'opération projetée (neuf ou réhabilitation) et/ou leur importance (taille de l'opération) et/ou leu contexte de réalisation (destination, ERP, en site occupé)
- OPQIBI
0302 : Ordonnancement-Planification-Coordination (OPC) d'exécution complexe

Observation importante :

- Les entreprises nouvellement créées qui ne sont pas en mesure de fournir les informations demandées sur les trois dernières années ne seront pas évincées sur ce simple fait. Elles devront par contre fournir tous les éléments permettant d'apprécier leur capacité financière, professionnelle et technique. Celles-ci peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt du centre de formalité des entreprises ou une « déclaration appropriée de banque » dont la forme est laissée à la discrétion de l'établissement de crédit.
- Conformément à l'article R.2143-12 du Code de la commande publique, le candidat peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.
- Les documents fournis par les candidats devront permettre d'apprécier leur capacité à assurer les prestations prévues. **L'appréciation des capacités est globale** : ainsi à l'exception de la lettre de candidature (ou DC1) produite en commun, tous les opérateurs économiques doivent justifier des documents relatifs à la capacité juridique, financière, professionnelle et technique tels que définis à l'article « pièces relatives à la candidature » du présent règlement de la consultation.
- En cas de présentation d'un sous-traitant, ce dernier devra être accepté et ses conditions de paiement devront être agréées par le pouvoir adjudicateur. La déclaration de sous-traitance (ou DC4) sera annexée à l'acte d'engagement, elle précisera obligatoirement que le sous-traitant n'est pas exclu des marchés publics.

8.2 - PIÈCES RELATIVES À L'OFFRE

8.2.1 - Pièces contractuelles

- l'acte d'engagement et ses annexes, dûment complétés,
- le mémoire technique (cadre joint au dossier de consultation) complété précisant les informations suivantes :

les réponses apportées aux trois questions posées pour permettre d'appréhender la compréhension par la maîtrise d'œuvre de la problématique du maître d'ouvrage.

Les autres documents du dossier de consultation qui sont à accepter sans modification ne sont pas à rendre avec l'offre, ils deviennent contractuels dès la signature de l'acte d'engagement, les exemplaires détenus par l'administration faisant foi.

8.2.2 - Pièces non contractuelles destinées à l'analyse des offres

Sans objet

ARTICLE 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats pourront faire parvenir au plus tard **10 jours calendaires** avant la date limite de réception des offres, une question sur le profil acheteur du Département : <https://marches.rhone.fr>

Une réponse sera mise en ligne sur le profil acheteur et transmise à l'adresse électronique indiquée lors du téléchargement du DCE, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier **6 jours calendaires** au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Le Département du Rhône attire l'attention du candidat qu'il est de sa responsabilité de déclarer des coordonnées valides.

ARTICLE 10 : VISITE DES LIEUX

Une visite des lieux est obligatoire. À cette fin, le candidat prendra rendez-vous auprès de la chargée d'opération :

CLEMENT PIERRE

Adresse mail : pierre.clement@rhone.fr – batiment_nord@rhone.fr

Compte-tenu de l'exploitation du site, les visites seront à réaliser de préférence les mercredis.

Les dates proposees pour la visite sont :

- **les mercredi 13, 20, ou le 27 novembre 2024 à 9h00**

La prise de rendez-vous se fait au moins 1 jours avant la date de visite souhaitée et sera fixée selon les disponibilités du chargé d'opération.

À ce titre, le candidat est réputé avoir une connaissance parfaite des lieux permettant d'apprécier justement les caractéristiques des lieux ou les contraintes inhérentes aux sites et d'effectuer sa mission correctement.

Cette visite n'a pas pour objet de communiquer des informations ou d'engager une négociation sur le dossier de consultation. Toute demande d'information de l'entreprise doit être formulée conformément à l'article 9 du présent règlement de la consultation.

ARTICLE 11 : MODIFICATIONS DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard **10 jours calendaires** avant la date et l'heure limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats seront informés de ces modifications par courriel ou par courrier postal à l'adresse qu'ils auront mentionnée lors de la demande du dossier de consultation des concepteurs (DCC) ou à l'adresse électronique indiquée lors du téléchargement du DCC. **Le Département du Rhône attire l'attention du candidat qu'il est de sa responsabilité de déclarer des coordonnées valides.**

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 12 : DÉPÔT DES PLIS PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.rhone.fr>.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être

placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

DÉPARTEMENT DU RHÔNE
Direction Immobilier et Patrimoine
Immeuble Le Sévigné
146 rue Pierre Corneille
69003 LYON

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles ; il est recommandé d'éviter les formats.exe, les outils de type « macros » et les fichiers volumineux (supérieurs à 15Mo).

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue pourra être transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise

(<https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres, demande de précision, régularisation, négociation. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.

ARTICLE 13 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 14 : ÉCHANGES AVEC LES CANDIDATS

Tous les échanges avec les candidats après la date limite de réception des offres s'effectueront par l'intermédiaire du profil acheteur : <https://marches.rhone.fr>

Il en sera ainsi pour :

- les éventuelles demandes de complément de candidature
- les éventuelles demandes de précision sur la teneur des offres ;
- la demande de fourniture des pièces énumérées au 6 du présent règlement ;
- l'information des candidats non retenus
- la notification du marché à l'attributaire.

Le Département du Rhône attire l'attention du candidat qu'il est de sa responsabilité de déclarer des coordonnées valides.

IV/ CONDITIONS D'ADMISSION DES CANDIDATS ET DE JUGEMENT DES OFFRES

ARTICLE 15 : CONDITIONS D'ADMISSION DES CANDIDATS

L'examen des candidatures sera effectué dans les conditions prévues articles R.2142-1,2 et R.2142-5 à 14 et les articles R.2144-1 à 7 du Code de la commande publique.

L'attention du candidat est attirée sur le fait qu'en application de l'article R. 2144-6 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur dispose de la possibilité de ne pas demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Les critères intervenant pour l'admission des candidats sont :

=> Recevabilité en application des articles L. 2141-1 à 6 et R. 2143-6 du Code de la commande publique (interdiction de soumissionner).

=> Garanties et capacités financières, professionnelles et techniques en application de l'article R. 2142-1, 2 et R.2142-5 à 14 et les articles R.2144-1 à 7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 16 : CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES

L'examen des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-1 et 2, R.2152-6 à 8, R.2152-11 et 12 du Code de la commande publique.

Les critères retenus pour le jugement des offres seront pondérés de la manière suivante

- le prix des prestations (noté sur 40 points)
- La valeur technique de l'offre (notée sur 60 points)

Appréciée au vu des éléments suivants :

COHÉRENCE DE L'ÉQUIPE ET DE LA DÉCOMPOSITION DES HONORAIRES ET DU TEMPS PASSÉ (NOTÉ SUR 15 POINTS) SUR LA BASE DE L'ANNEXE 3 DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

- Répartition cohérente entre compétence architecture et autres compétences
- Rémunération cohérente au regard des attentes pour les différentes compétences
- Répartition cohérente entre phases conception et réalisation
- Rémunération cohérente en phase exécution au regard des attentes pour les compétences Économie, Fluides, Structures et OPC.
- Temps proposé pour chaque élément de mission.

QUESTION N° 1 (NOTÉ SUR 15 POINTS)

Quelle serait la méthodologie employée par le mandataire afin de :

- répondre aux enjeux identifiés dans le programme
- garantir la bonne coordination et l'efficacité du groupement
- respecter les exigences de qualité et les contraintes de délais et de coûts

QUESTION N° 2 (NOTÉ SUR 15 POINTS)

Intervenant en site occupé, dans un secteur scolaire, quelles sont selon vous les dispositions à prendre pour permettre une exécution du chantier dans des conditions satisfaisantes de fonctionnement et de sécurité vis-à-vis de l'établissement et pour respecter les délais qui seront fixés pour chacune des phases de travaux ?

QUESTION N° 3 (NOTÉ SUR 15 POINTS)

La qualité environnementale est un enjeu fort pour le Département du Rhône. Quelles propositions pouvez-vous formuler (pistes techniques à privilégier, capitalisation d'expériences antérieures, ...) pour accompagner le maître d'ouvrage dans ses prises de décisions sur ce sujet, de la conception à la livraison de l'ouvrage.

17 – NÉGOCIATIONS

Après examen des offres, le Département retiendra l'offre initiale la mieux classée ou se réserve le droit d'engager des négociations dans les conditions suivantes :

- Les candidats présentant les 3 offres initiales les mieux classées seront invités à participer à la négociation sur des éléments qui leur seront communiqués à cette occasion ;
- Si le nombre d'offres initiales est inférieur à 3, la négociation sera menée avec tous les candidats, quel que soit leur nombre, ayant remis une offre initiale, exclusion faite des offres inappropriées et anormalement basses.

V/ CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

L'attention du candidat retenu est attirée sur le fait que s'il ne produit pas les documents demandés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique dans le délai de 8 jours à compter de la demande de la collectivité, son offre sera rejetée et le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne sera sollicité en vue de l'attribution du marché en application de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique.

ATTESTATIONS D'ASSURANCE :

L'attributaire doit justifier :

- *d'une assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L 241-1 du code des assurances, l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article L.243-2 du code des assurances.*
- *qu'il est titulaire d'une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.*
